

Cahiers de la Méditerranée

n° 106 - juin 2023

Crises politiques et reconfigurations des fidélités.
Les élites de la monarchie hispanique
des guerres d'Italie à la guerre de Succession
espagnole

Sous la direction d'Héloïse Hermant et Albane Cogné

Cahiers de la Méditerranée

Revue scientifique fondée en 1970, publiée par le Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine (Université Côte d'Azur).

Directeurs

Jean-Paul PELLEGRINETTI et Barbara MEAZZI

Anciens directeurs

André NOUSCHI (†), Robert ESCALLIER, Pierre-Yves BEAUREPAIRE, Silvia MARZAGALLI

Rédacteur en chef

Jérémy GUEDJ

Secrétariat de rédaction

Adeline BEAUREPAIRE-HERNANDEZ, Julien CONTES, Magali GUARESÌ, Matthieu MAGNE, Marieke POLFLIET, Alain ROMÉY (†)

Secrétaire d'édition

Claire GAUGAIN

Comité de rédaction

Bernard ANDRES (UQAM, Canada), Maurice AYMARD (Maison des Sciences de l'Homme, Paris), Eric BAILLY, Hervé BARELLI (Nice, Direction de la Culture), Arnaud BARTOLOMEI, Pierre-Yves BEAUREPAIRE, Anne BROGINI, Jean-Pierre DARNIS, Anne-Laure DUPONT (Sorbonne Université), Hassen EL ANNABI (CERES, Tunis), Robert ESCALLIER, Jacques FREMEAUX (Sorbonne Université), Jean-Yves FRÉTIGNÉ (Université de Rouen-Normandie), Katsumi FUKASAWA (Université de Tôkyô), Bernard HEYBERGER (EHESS), Maria GHAZALI, Héloïse HERMANT, Xavier HUETZ-DE-LEMPES, Stéphanie LANFRANCHI (ENS Lyon), Kenneth LOISELLE (Trinity University, San Antonio, Texas), Cathy MARGAILLAN, Luis P. MARTIN, Joseph MARTINETTI, Silvia MARZAGALLI, Véronique MERIEUX, Jean-Marie MIOSSEC (Université Paul-Valéry, Montpellier 3), Daniel NORDMAN (CNRS, Paris), Jean-Pierre PANTALACCI, Romain RAINERO (Université de Milan), Didier REY (Université de Corse), Giuseppe RICUPERATI (Université de Turin), Maurizio RIDOLFI (Université de la Tuscia, Viterbe), Alain RUGGIERO (†), Biagio SALVEMINI (Université de Bari), Jean-Charles SCAGNETTI, Ralph SCHOR, Francesca I. SENSINI, Isabel VIOLANTE

Comité de lecture – Comité scientifique

Olivier BOUQUET (Université Paris VII Diderot), Marco CINI (Université de Pise), David DO PAÇO (Sciences Po), Maria FUSARO (University of Exeter), Anthony JONES (Harvard et Northeastern University), Wolfgang KAISER (Université de Paris I Panthéon Sorbonne et EHESS), Marc LAZAR (Institut d'Études Politiques de Paris), Luca LO BASSO (Université de Gênes), Frédéric ROUSSEAU (Université de Montpellier III), Marie-Carmen SMYRNELIS (Institut Catholique de Paris et EHESS)

Les opinions exprimées dans les articles n'engagent que leurs auteurs

Les Cahiers de la Méditerranée en ligne : <http://journals.openedition.org/cdlm/>

Contactez la rédaction

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Rédaction des Cahiers de la Méditerranée

Université Côte d'Azur

98, boulevard Edouard-Herriot B.P. 3209 F-06204 Nice cedex 3

Tél. : +33 (0)4 93 37 54 50

CahiersMediterranee@unice.fr

Soumettre une proposition d'article

Les propositions d'articles doivent être adressées directement à la rédaction de la revue sous forme numérique (.doc), accompagnées d'une présentation biobibliographique de l'auteur, d'un résumé et d'une liste de mots clés. Tout auteur accepte la mise en ligne de son article dès lors qu'il est publié par la revue.

Revue soutenue par l'Institut des Sciences Humaines et Sociales du CNRS

ISSN : 0395-9317 / ISSN-E : 1773-0201

Sommaire

In memoriam. Daniel Roche (1935-2023) 7

Dossier : Crises politiques et reconfigurations des fidélités : les élites de la monarchie hispanique des guerres d'Italie à la guerre de Succession espagnole

Albane Cogné et Héloïse Hermant, Introduction 13

L'intégration à la monarchie des Habsbourg au temps des guerres d'Italie

Giampiero Brunelli, «*Altri che hanno servito Francia*». La noblesse militaire italienne au service des rois de France pendant les guerres d'Italie (1494-1559) 29

Matteo Di Tullio et Massimiliano Ferri, Des Lombards aux étrangers : les magistratures de l'État de Milan pendant les guerres d'Italie (1499-1529) 47

Michele Maria Rabà, Ambitions et prises de parti. La résilience de l'influence politique et militaire de la noblesse lombarde dans les guerres d'Italie 65

Pierre Nevejans, Prendre parti pour ne pas mourir : les Rossi di San Secondo entre Espagne, France et Papauté à la fin des guerres d'Italie 89

Élites et révoltes

Giuseppe Mrozek Eliszezynski, Punir et prévenir. Les élites napolitaines et le pouvoir espagnol après la révolte de 1647-1648 105

Albane Cogné, Rejoindre la France? Les choix des élites de Messine (1674-1678) et leurs conséquences 121

Yves Junot, Entre service et renégociation de la loyauté : les noblesses des Pays-Bas et Philippe II (1559-1598) 143

David Martín Marcos, Imaginaire de la déloyauté : élites et communautés frontalières dans la guerre entre le Portugal et la monarchie hispanique, 1640-1668 161

Mathias Ledroit, Les partisans de Philippe IV pendant la révolte de 1640. Un bilan historiographique 177

La Succession espagnole et les effets du changement dynastique

Cinzia Cremonini, Survivre aux changements. Les stratégies des élites italiennes durant la guerre de Succession espagnole 197

Elena Papagna, Les Pignatelli Aymerich entre Monarchie ibérique et Empire : fidélité, service et réseaux de pouvoirs (xvii^e-xviii^e siècles) 211

Eduardo Pascual Ramos, *Entre loyauté et rébellion. Le royaume de Majorque durant la guerre de Succession espagnole* 233

Notes et travaux de recherche

Paul-Joseph Bouladoux, Maurice Bouladoux, la CFTC, l'Algérie et la fin de la Quatrième République ou l'impossible solution pacifique 251

Comptes-rendus

Simon Dolet, Solène Rivoal, *Les marchés de la mer. Une histoire sociale et environnementale de Venise au XVIII^e siècle*, Rome, École française de Rome, 2022, 616 p. 269

Jade Pétrault, Julien Contes, *Ce que publier signifie. Une révolution par l'encre et le papier : Nice (1847-1850)*, Paris, Classiques Garnier, 2021, 738 p. 273

Martino Oppizzi, François Dumasy, *Tripoli coloniale. Histoire sociale et économique d'une ville sous domination italienne*, Rome, École française de Rome, 2022, 610 p. 277

Ralph Schor, Didier Musiedlak, *La Marche sur Rome entre histoire et mythe*, préface de Maurizio Serra, Paris, Sorbonne-Université Presses, 2022, 212 p. 281

Anne-Sophie Nardelli-Malgrand, Georges-Henri Soutou, *Europa! Les projets européens de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste*, Paris, Tallandier, 2021, 540 p. 283

Ewa Tartakowsky, Martin Messika, *Politiques de l'accueil. États et associations face à la migration juive du Maghreb en France et au Canada des années 1950 à la fin des années 1970*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2020, 270 p. 287

Résumés et mots-clés 291

Les auteurs 303

Punir et prévenir. Les élites napolitaines et le pouvoir espagnol après la révolte de 1647-1648

Giuseppe MROZEK ELISZEZYNSKI

Les dix années qui suivirent la révolte de 1647-1648 furent, pour le royaume de Naples, très intenses et agitées. La contribution financière et militaire aux guerres que la monarchie espagnole continua de mener, contre des ennemis intérieurs et extérieurs, resta très élevée. En outre, au cours des deux années 1656-1658, une violente épidémie de peste frappa durement le royaume, causant non seulement la mort de centaines de milliers de personnes, mais aussi des dommages incalculables à l'économie et des répercussions à long terme sur la société du sud de l'Italie¹. En outre, pendant au moins une décennie, un débat animé fit rage entre Madrid et Naples pour savoir qui était responsable de la révolte dite de Masaniello. Les accusations portèrent non tant sur les membres du peuple qui payèrent durement, souvent de leur vie, leur adhésion ouverte à la révolte ou sur d'autres qui se rangèrent définitivement du côté de l'ennemi français en se mettant au service direct de Mazarin et de Louis XIV, mais surtout sur une série de personnages issus des rangs de l'aristocratie la plus ancienne et la plus prestigieuse, dont la conduite fut pour le moins ambiguë avant et pendant la révolte. À partir de 1648 commença une période très difficile pour ces personnages, d'une durée variable selon les cas, au cours de laquelle ils furent contraints de répondre à de lourdes accusations, concernant non seulement une série de délits commis dans le gouvernement de leurs fiefs et dans leurs relations avec leurs vassaux, mais touchant surtout à la question de leur loyauté envers le roi d'Espagne.

Les pages qui suivent sont centrées sur les figures de quelques aristocrates napolitains, sur les accusations qui furent portées contre eux et sur la façon dont ils tentèrent de prouver leur innocence face au crime le plus grave, celui de lèse-majesté, celui d'avoir trahi leur souverain légitime : nous faisons référence à Diomede Carafa, duc de Maddaloni, à Giangirolamo Acquaviva, comte de Conversano, à Ascanio Filomarino, cardinal et archevêque de Naples et à Pompeo Colonna, prince de Galliciano. Malgré la diversité de ces cas, un aperçu concis des événements impliquant ces personnages dans la période postérieure à la révolte

1. Idamaria Fusco, *La grande epidemia : poteri e corpi sociali di fronte all'emergenza nella Napoli spagnola*, Naples, Guida, 2017.

de 1647-1648 suffit à montrer que l'aristocratie napolitaine ne fut nullement unie et soudée dans sa loyauté envers la couronne espagnole, mais qu'au contraire la conduite politique de certaines familles et de certains individus doit être lue à la lumière de choix personnels, de coïncidences, de calculs, de stratégies et de convenances². En essayant de prouver leur mauvaise foi et leur déloyauté, l'objectif des vice-rois et des autorités espagnoles n'était pas seulement de punir pour des actions passées mais aussi de prévenir pour l'avenir, en empêchant ces personnages puissants et craints de comploter à nouveau contre leur roi et de fomenter de nouvelles révoltes.

La noblesse du royaume de Naples à l'époque des *validos*

La noblesse du royaume de Naples représentait un univers complexe et varié, auquel appartenaient non seulement les représentants de l'aristocratie féodale, mais aussi un grand nombre de barons non titrés mais néanmoins détenteurs d'un pouvoir effectif. Non moins importants étaient les patriciats urbains, présents dans les principales villes du royaume et, surtout, dans la capitale, où les clans étaient partagés entre les cinq *seggi* nobles qui, avec le *seggio popolare*, gouvernaient Naples³. Le rôle politique joué par les *seggi*, par exemple dans le cadre des Parlements, et la nécessité de rester proche de la cour du vice-roi en fréquentant les lieux de pouvoir expliquent le processus qui vit les principales familles féodales s'installer définitivement dans la capitale au cours des XVI^e-XVII^e siècles et intégrer les *seggi*⁴.

Pendant toute la première moitié du XVII^e siècle, la noblesse joua un rôle actif dans la dialectique politique qui se déroula non seulement au sein des *seggi*

2. La vision de l'aristocratie comme essentiellement unie et solidaire dans son soutien à la monarchie espagnole est commune à la plupart des travaux historiographiques qui ont reconstitué la révolte napolitaine de 1647-1648. Les auteurs soulignent que cette loyauté était dictée par des calculs d'intérêt, puisque le pouvoir espagnol représentait le plus sûr garant du maintien du *statu quo* et de la domination politique, économique et sociale de l'aristocratie dans le royaume. Voir, pour les différentes interprétations de la révolte qui sont présentées : Aurelio Musi, *La rivolta di Masaniello nella scena politica barocca*, Naples, Guida, 1989 ; Giuseppe Galasso, « Il Regno di Napoli. Il Mezzogiorno spagnolo e austriaco (1622-1734) », dans Giuseppe Galasso (dir.), *Storia d'Italia*, Turin, UTET, 2006, vol. XV, t. III, p. 285-518 ; Rosario Villari, *Un sogno di libertà. Napoli nel declino di un impero, 1585-1648*, Milan, Mondadori, 2012.
3. Les *seggi*, dits également *piazze o sedili*, constituaient la structure de base du gouvernement de la ville de Naples. Les cinq *seggi* de Capuana, Nido, Porto, Portanova et Montagna accueillèrent la noblesse tandis que le peuple de la capitale était titulaire de son propre *seggio*. Chaque *seggio* était gouverné par les *Eletti*, au nombre de six pour chaque *seggio* noble (à l'exception du Nido qui n'en avait que cinq) et de un pour la *Piazza del Popolo*, qui était toutefois soutenue par dix *consultori*. Tous ensemble formaient le *Tribunale di San Lorenzo*, qui administrait la ville.
4. Giovanni Muto, « Gestione politica e controllo sociale nella Napoli spagnola », dans Monika Bosse et André Stoll (dir.), *Napoli vicerego spagnolo. Una capitale della cultura alle origini dell'Europa moderna (sec. XVI-XVII)*, Naples, Vivarium, 2001, t. I, p. 65-100 ; Piero Ventura, « La capitale e le "élites" urbane nel regno di Napoli tra XVI e XVII secolo », dans *Mélanges de l'École Française de Rome*, n° 121, 2009, p. 261-296 ; Giulio Sodano, « Il governo della città : Napoli nell'età spagnola », dans Rossella Cancila (dir.), *Capitali senza re nella Monarchia spagnola. Identità, relazioni, immagini (secc. XVI-XVIII)*, Palerme, Mediterranean, 2020, t. I, p. 79-102.

eux-mêmes, mais surtout dans le gouvernement de la capitale et du royaume, en soutenant ou en s'opposant aux choix réalisés par les vice-rois espagnols. Le comportement de la noblesse doit également être lu à la lumière des relations qui unissaient Naples et Madrid à l'époque des *validos*, où tous les individus envoyés gouverner les territoires italiens de la monarchie espagnole étaient l'expression de la faction dominante à la cour, c'est-à-dire celle du ministre-favori qui se trouvait aux côtés du souverain. Sous Philippe III (1598-1621), les vice-rois de Naples étaient tous parents ou alliés de la famille Sandoval, à laquelle appartenaient aussi bien Francisco, duc de Lerma, que son fils aîné Cristóbal, duc d'Uceda, qui, dans la deuxième décennie du XVII^e siècle, se disputait avec son père la faveur du roi et le pouvoir à la cour. Cette opposition, au sein de la faction dominante, eut également des répercussions directes sur la scène politique napolitaine, où les familles et les membres de l'aristocratie féodale et citadine étaient souvent divisés entre les deux prétendants : beaucoup de ceux qui soutenaient les vice-rois proches de Lerma, comme Pedro Fernández de Castro, VII^e comte de Lemos, se retrouvaient ensuite dans l'opposition pendant les années de gouvernement du principal soutien d'Uceda, Pedro Téllez Girón, duc d'Osuna, et vice versa⁵.

Si, durant le règne de Philippe III, l'opposition aristocratique à la politique des vice-rois fut surtout visible dans l'activité des Parlements et dans les dernières semaines agitées du gouvernement d'Osuna pendant le *valimiento* du comte-duc d'Olivares (1621-1643), le mécontentement de larges franges de l'aristocratie du royaume était en réalité plus important et composite. Une série d'épisodes, de nature très controversée et sensationnelle, mirent en scène des membres éminents de la noblesse napolitaine⁶. C'est le cas du cardinal et archevêque Ascanio Filomarino, protagoniste d'affrontements tant avec les vice-rois – notamment avec le duc de Medina de las Torres – qu'avec d'autres clans et personnalités de l'univers aristocratique. Le 5 mai 1646, la procession habituelle des reliques de San Gennaro s'acheva dans une ambiance agitée, déclenchée par le comportement provocateur de Filomarino et culminant avec un coup de pied lancé au prélat lui-même par Don Giuseppe Carafa, frère du duc de Maddaloni, Diomedes⁷. Ce dernier était un autre protagoniste important des années Olivares et, plus généralement, des vingt années qui précédèrent la révolte de 1647-1648 : parmi les nombreux épisodes durant lesquels il fut impliqué, le plus retentissant fut certainement l'explosion du navire amiral de la flotte espagnole ancré dans le port de Naples, le 28 mai 1647, un acte très grave pour lequel Maddaloni finit en prison tandis que le prince de Galliciano, Pompeo Colonna, fut également accusé d'être l'un des instigateurs, bien qu'il soit en fait déjà détenu depuis octobre 1646⁸.

5. Giuseppe Mrozek Eliszczewski, «Tensioni e sommosse. La nobiltà napoletana fra i regni di Filippo II e Filippo III (1585-1620)», *Cheiron*, n° 1-2, 2020, p. 14-43.

6. Aurelio Musi, *La rivolta di Masaniello...*, op. cit.; Francesco Benigno, *Specchi della rivoluzione. Conflitto e identità politica nell'Europa moderna*, Rome, Donzelli, 1999, p. 256-262.

7. Giuseppe De Blasis, «Ascanio Filomarino arcivescovo di Napoli e le sue contese giurisdizionali», *Archivio Storico per le Province Napoletane*, n° 5, 1880, p. 374-393, 726-736; n° 6, 1881, p. 744-775.

8. Franca Petrucci, «Colonna, Pompeo», dans *Dizionario Biografico degli Italiani*, vol. 27, 1982.

Parmi les individus plus actifs, tant dans les sessions des Parlements que dans les actions démonstratives et violentes, se trouvait également le comte de Conversano, Giangirolamo Acquaviva qui, en 1643, dut se rendre à la cour de Madrid pour répondre personnellement aux accusations portées contre lui, principalement par Medina de las Torres, et concernant une série de meurtres et d'actions illégales commises par le comte dans ses fiefs des Pouilles⁹. En général, tous ces personnages étaient soupçonnés, ou ouvertement accusés, de comploter contre le pouvoir espagnol et de regarder avec une certaine sympathie la monarchie française. Ces soupçons étaient alimentés par leur proximité politique et personnelle avec la famille Barberini, notoirement pro-française, dans le cas de Filomarino, ou en considération des nombreux antécédents historiques de leurs familles respectives dans le cas des Acquaviva, dont la fidélité à l'Espagne ne fut pas continue ou encore en vertu des ambitions d'aristocrates qui visaient simplement à un plus grand pouvoir et à un renversement des positions de force au sein du royaume, comme cela était évident dans le cas de Maddaloni.

Aristocrates en révolte

La révolte qui éclata le 7 juillet 1647 intervint donc à la fin d'une période de tensions croissantes. On ne peut certainement pas minimiser le caractère « populaire » de la révolte, parfaitement représenté par le pêcheur qui en était le symbole, Masaniello, ni éviter de souligner l'action de nombreux représentants du monde des offices et de la bourgeoisie, mus par des motivations personnelles et idéologiques, comme dans le cas de Giulio Genoino, ou faisant partie depuis longtemps des cercles d'opposition, qui se réunissaient dans les académies et aspiraient à des formes de gouvernement plus démocratiques, voire républicaines¹⁰. Cependant, croire que l'aristocratie soit restée unie et solidaire dans sa fidélité à l'Espagne et qu'elle n'ait pas du tout participé à la révolte apparaît aujourd'hui comme une thèse historiographique inacceptable, surtout si l'on considère le rôle prépondérant joué par certains nobles et tous les précédents des années 1630 et 1640 mentionnés ci-dessus. Dans les tout premiers jours chaotiques de la révolte, la présence de nombreux bandits notoirement liés aux Carafa di Maddaloni est unanimement soulignée par les sources. Le duc de Maddaloni lui-même, spécialement libéré de prison sur ordre du vice-roi, le duc d'Arcos, pour aller négocier avec les rebelles, fut sauvé de la fureur de la foule par ses propres hommes qui l'aiderent à fuir. Ces derniers furent ensuite les protagonistes, le 10 juillet 1647, probablement sur ordre du duc lui-même, de l'attentat contre la vie de Masaniello. L'échec de cet attentat et la mort consécutive de Don Giuseppe, le frère de Maddaloni, fut l'un des événements importants de l'été 1647 et a probablement marqué un tournant, excluant la première aristocratie du contrôle d'une révolte qui, au fil des semaines, devenait de plus en plus extrémiste et radicale.

9. Aurora Martino, *Giovan Girolamo II Acquaviva d'Aragona (1604 c.-1665). Signore feudale del Mezzogiorno spagnolo*, PhD thesis, Universidad de Valladolid, 2012, p. 119-157.

10. Rosario Villari, *Un sogno di libertà... op. cit.*

Le cardinal Filomarino, qui était aussi le chef d'un important clan aristocratique, fut l'un des protagonistes des dix premiers jours de la révolte : il exerça une influence indéniable sur Masaniello et ne fut probablement pas étranger à la mort de Giuseppe Carafa, contre lequel il se vengea du « coup de pied » reçu un an plus tôt. Il consentit certainement au meurtre de Masaniello, jugé désormais ingouvernable, le 16 juillet 1647¹¹. Ces faits confirment comment, au moins dans sa première phase, la révolte fut aussi menée par un groupe composite d'aristocrates, de membres des classes moyennes et d'élites populaires, intéressé à modifier les équilibres des pouvoirs au sein du royaume mais ne remettant pas vraiment en question la loyauté envers le roi d'Espagne. Les composantes plus radicales, ouvertement populaires, pro-françaises et républicaines ne prirent le dessus que plus tard, lorsque, sans nul hasard, les protagonistes des premiers jours furent écartés, qu'ils soient tués ou arrêtés, comme Genoïno et l'électeur du peuple Arpaia, ou privés d'une grande partie de leur influence, comme Filomarino¹².

Le signe de l'union hypothétique, mais en réalité invraisemblable, de l'aristocratie aux côtés de l'Espagne contre les rebelles a traditionnellement été identifié dans « l'armée des barons » : un ensemble de troupes rassemblées par les principaux seigneurs féodaux du royaume sur ordre du vice-roi d'Arcos et engagées pour contenir la propagation de la révolte dans les provinces et tenter d'isoler la capitale en coupant les lignes d'approvisionnement et de distribution. En réalité, dès les premières heures, l'armée des barons était désunie et beaucoup, dont Maddaloni et Conversano, protestèrent contre le choix fait par d'Arcos d'un noble considéré de second ordre, Vincenzo Tuttavilla, comme commandant. Les mauvais résultats obtenus sur le terrain, liés à une guerre d'embuscades, donc peu adaptée à une armée composée principalement de troupes de cavalerie, atteignirent leur paroxysme avec la décision, en janvier 1648, d'abandonner Aversa, la base logistique initiale de l'armée des barons, pour se replier vers la forteresse de Gaeta. Ce retrait motiva non seulement la décision du vice-roi de remplacer Tuttavilla par un nouveau commandant, Luigi Poderico, mais engendra surtout la scission définitive entre les nobles les plus importants qui avaient amenés à leur suite le plus grand nombre de soldats. Comme en témoigne le journal de Francesco Capecelatro, qui faisait partie de cette armée, les tensions et les querelles étaient à l'ordre du jour, jusqu'à ce que le comte de Conversano, à la tête de

11. Alain Hugon, « Le violet et le rouge. Le cardinal-archevêque Filomarino, acteur de la révolution napolitaine (1647-1648) », *Cahiers du CRHQ*, n° 1, 2009 ; Silvana D'Alessio, « La rivolta napoletana del 1647. Il ruolo delle autorità cittadine nella fine di Masaniello », *Pedralbes*, n° 32, 2012, p. 127-156 ; Giuseppe Mrozek Eliszewski, *Ascanio Filomarino. Nobiltà, Chiesa e potere nell'Italia del Seicento*, Rome, Viella, 2017.

12. Outre la bibliographie citée, voir les principales chroniques de la révolte : Francesco Capecelatro, *Diario contenente la storia delle cose avvenute nel Reame di Napoli negli anni 1647-1650*, Naples, Nobile, 1850-1854 ; Tommaso De Santis, *Historia del tumulto di Napoli*, Leyde, Elsevir, 1652 ; Giuseppe Donzelli, *Partenope liberata* [1647], A. Altamura (éd.), Naples, Fiorentino, 1970 ; Innocenzo Fuidoro, *Successi storici raccolti dalla sollevazione di Napoli dell'anno 1647*, A.M. Giraldi et M. Raffaelli (éd.), Milan, Franco Angeli, 1994 ; Camillo Tutini et Marino Verde, *Racconto della sollevazione di Napoli accaduta nell'anno MDCXLVII*, P. Messina (éd.), Rome, Istituto Storico italiano per l'Età moderna e contemporanea, 1997.

l'un des contingents les plus nombreux et certainement l'un des nobles possédant les plus grandes compétences militaires, décide de quitter l'armée et de retourner avec ses troupes dans les Pouilles, où il écrasa férocement la révolte qui avait atteint ses fiefs¹³.

À ces éléments s'ajoute la présence de nombreux nobles, des seigneurs féodaux comme des membres du patriciat de la capitale, qui décidèrent de rejoindre les troupes d'Henri II de Lorraine, duc de Guise, arrivé à Naples en novembre et désireux, en vertu de son ascendance angevine, de prendre le contrôle de la révolte et donc du royaume¹⁴. Toutes les sources font état de la rencontre requise et obtenue par Guise avec la noblesse du royaume, représentée par le duc d'Andria, pour demander son soutien dans la lutte contre les Espagnols : à cette occasion, le duc d'Andria refusa la proposition de Guise, mais d'autres sources font également état d'une série d'entretiens restés secrets, entre le noble français et des membres importants de la noblesse napolitaine.

Une fois la capitale reconquise, le 6 avril 1648, il ne fallut pas longtemps au pouvoir espagnol pour rétablir l'ordre dans les provinces du royaume où de véritables armées de bandits avaient sévi au cours des mois précédents. Le nouveau vice-roi, le comte d'Oñate, qui avait joué un rôle décisif dans la réorganisation des forces espagnoles au cours du dernier mois de la révolte, poursuivit avec énergie la double tâche de ramener le royaume de Naples à la normalité et de mener une répression décisive des forces et des personnes qui avaient pris parti pour la révolte¹⁵. Gennaro Anese, le chef populaire qui avait représenté l'aile la plus radicale, républicaine et pro-française de la révolte, fut exécuté le 22 juin 1648, tandis que le duc de Guise fut capturé et maintenu dans une captivité dorée à Capoue puis à Gaète. La flotte française, commandée par Thomas de Savoie, qui entra dans le golfe de Naples le 4 juin 1648, comptait également dans ses rangs quelques représentants de l'aristocratie espagnole, qui étaient alors officiellement passés à l'ennemi, mais la facilité avec laquelle cette flotte fut repoussée par les défenses napolitaines confirme indirectement que Mazarin lui-même ne considérait pas la conquête du royaume de Naples d'une importance stratégique fondamentale. Oñate, qui a certainement reçu plus de gloire de la reconquête de l'importante

13. Avant même de rejoindre l'armée des barons, le comte de Conversano avait frappé durement ses vassaux rebelles, notamment dans la ville de Nardò : Luigi Pepe, *Nardò e Terra d'Otranto nei moti del 1647-48*, Trani, Vecchi, 1895 ; Elena Fasano Guarini, « Acquaviva d'Aragona, Giovan Girolamo », dans *Dizionario Biografico degli Italiani*, vol. 1, 1960, p. 193-196 ; Aurora Martino, *Giovan Girolamo II Acquaviva d'Aragona...*, *op. cit.*, p. 159-198.

14. *Les Mémoires de Feu Monsieur Le Duc de Guise*, Paris, chez Edme Martin et Sébastien Larbre-Cramoisy, 1668 ; Silvana D'Alessio, « Dreaming of the Crown. Political discourses and other testimonies about the Duke of Guise in Naples (1647-1648) », dans Jessica Munns et Perry Richard (dir.), *Aspiration, Representation and Memory. The Guise in Europe, 1506-1688*, Londres, Ashgate, 2015, p. 99-124.

15. Giuseppe Galasso, *Napoli spagnola dopo Masaniello. Politica, cultura, società*, Florence, Sansoni, 1982 ; Ana Minguito Palomares, *Nápoles y el virrey conde de Oñate. La estrategia del poder y el resurgir del reino (1648-1653)*, Madrid, Sílex, 2011 ; Giovanni Muto, « 1649 : Napoli tra repressione e rilegittimazione », dans Biagio Salvemini et Angelantonio Spagnoletti (dir.), *Territori, poteri, rappresentazioni nell'Italia di età moderna. Studi in onore di Angelo Massafra*, Bari, Edipuglia, 2012, p. 127-140.

place forte de Portolongone sur la mer Tyrrhénienne (1650), ne s'est pas contenté de faire juger et exécuter de nombreux rebelles populaires, ni d'obtenir des succès militaires¹⁶. Il chercha avec conviction à obtenir un juste châtiment pour les nobles qui, en raison de leur comportement antérieur à la révolte, avaient selon lui comploté contre l'Espagne, en faveur de l'ennemi français¹⁷.

Le vice-roi et le cardinal

Le conflit le plus célèbre et le plus durable qu'Oñate mena pendant les années où il fut vice-roi de Naples est certainement celui contre le cardinal et archevêque Ascanio Filomarino. Outre l'influence indéniable que le prélat avait exercée sur Masaniello, d'autres épisodes controversés finirent par le faire mettre en accusation, surtout la bénédiction de l'épée du duc de Guise au cours d'une cérémonie solennelle tenue dans la cathédrale le 19 novembre 1647. Fort du soutien d'Innocent X, Filomarino se défendit cependant avec force et efficacité contre les accusations d'Oñate qui demandait en vain la destitution du cardinal et son éloignement de Naples. Il le considérait non seulement coupable d'avoir pris ouvertement parti pour les rebelles, mais surtout capable de fomenter une nouvelle révolte dès que l'occasion et les circonstances le permettraient. C'est un thème qui revient dans toutes les batailles personnelles qu'Oñate mena durant ces années contre les nobles napolitains accusés de déloyauté : il ne fallait pas seulement les punir pour ce qu'ils avaient fait mais, aussi et surtout, empêcher ce qu'ils pourraient faire encore, forts de leur pouvoir et de leurs réseaux relationnels.

Le déroulement de la « guerre de plumes » entre Oñate et Filomarino et la victoire substantielle de ce dernier ont déjà été décrits dans d'autres recherches, mais il est important de souligner que les documents relatifs à cet affrontement sont encore conservés à l'Archivo General de Simancas, dans un seul dossier, avec les documents relatifs aux différends entre le vice-roi et d'autres personnalités controversées de l'époque¹⁸. En d'autres termes, on ne peut donc pas considérer comme une pure coïncidence le fait que la liasse (*legajo*) 3333 de la section *Estado* de Simancas rassemble les documents produits par les Conseils d'État et d'Italie, relatifs à l'ensemble des accusations et des défenses produites dans des

16. Malgré les grâces générales des 8, 11 et 20 avril, Oñate poursuivit avec vigueur l'objectif de frapper tous les dirigeants survivants. Si certains des protagonistes de la révolte parvinrent à s'échapper, mourant en exil, et souvent dans la misère, notamment à Rome, comme dans le cas de Camillo Tutini et de Francesco Campanile, un nombre remarquable de personnes furent jugées et condamnées à la prison ou exécutées sur la place publique, y compris les rebelles qui avaient participé à l'expédition du prince Thomas de Savoie.

17. À côté des nombreux nobles qui furent punis ou connurent une période de graves difficultés financières, une partie de l'aristocratie bénéficia toutefois d'une position privilégiée sous le gouvernement d'Oñate. C'est le cas de personnes qui avaient montré leur loyauté envers l'Espagne pendant la révolte, comme le duc de Monteleone et le marquis de Fuscaldo, envoyés par le vice-roi en Calabre pour rétablir l'ordre, et surtout de Giovanni Tommaso Blanco, marquis d'Oliveto, et d'Achille Minutolo, duc de Sasso, qui devinrent les conseillers les plus écoutés d'Oñate.

18. Giuseppe Mrozek Eliszczynski, *Ascanio Filomarino...*, *op. cit.*, p. 169-205.

affaires, apparemment très différentes les unes des autres, impliquant des nobles importants du royaume de Naples. Avaient-ils été coupables de déloyauté envers leur roi ? Étaient-ils des vassaux en qui Philippe IV pouvait avoir confiance ? Auraient-ils été capables de fomenter de nouvelles conspirations à l'avenir, voire de mener de nouvelles révoltes, s'ils en avaient eu l'occasion ?

Pompeo Colonna, prince de Galliciano : entre Rome et Madrid

Pompeo Colonna, prince de Galliciano, avait été arrêté en octobre 1646, avant le déclenchement de la révolte, sur ordre du vice-roi d'Arcos et sur recommandation d'Oñate, alors ambassadeur d'Espagne à Rome. Sous haute surveillance depuis un certain temps en raison de ses déplacements et de ses réseaux, Galliciano fut accusé de comploter ouvertement contre le pouvoir espagnol et de participer à l'organisation d'une expédition militaire française vers le royaume de Naples. Ses fréquentes conversations avec divers représentants de la monarchie française à Rome, ainsi que son indifférence à l'égard des cardinaux et diplomates espagnols et ses propos ouvertement critiques à l'égard de Philippe IV et de ses ministres furent particulièrement suspects. Le prince était particulièrement redouté car la famille Colonna possédait des fiefs fondamentaux dans les provinces des Abruzzes, qui représentaient la frontière nord du royaume de Naples et la porte d'entrée la plus probable pour une armée d'invasion : dans ses propres terres des Abruzzes, Galliciano avait fait construire, sans autorisation royale préalable, une forteresse qu'il avait remplie d'armes, de munitions et d'un grand nombre de bandits qui lui étaient fidèles. Accusé, en outre, d'exercer un pouvoir tyrannique dans ses fiefs et de faire preuve de violence envers ses vassaux, Galliciano assista donc à la révolte depuis sa prison. Les Espagnols considérèrent toutefois possible qu'il était à l'instigation de nombreux événements qui se déroulèrent dans ce contexte agité¹⁹.

Une fois la paix rétablie dans le royaume, Oñate reçut l'ordre de Madrid d'envoyer le prince de Galliciano à la Cour afin qu'il soit entendu et jugé sur les accusations portées contre lui. Le vice-roi permit au prisonnier de retourner à Rome, de rassembler quelques biens nécessaires au voyage et d'emmener sa femme avec lui, mais dès que Colonna revint dans les États pontificaux, il réclama la protection du pape en tant que sujet de celui-ci et refusa de partir pour l'Espagne. Dans les années suivantes, Oñate et la cour de Madrid firent pression sur Rome pour obtenir l'extradition du prince de Galliciano mais, comme pour l'affaire Filomarino, l'action diplomatique sur le pape ne dépassa jamais certaines limites, afin de préserver les relations avec la Curie dans une phase déjà très délicate pour la monarchie espagnole. De la dense correspondance d'Oñate avec Madrid, objet de nombreux débats au Conseil d'Italie, ressort la conviction du vice-roi de l'extrême dangerosité d'un personnage qui, depuis Rome, avait les moyens d'orchestrer un nouveau soulèvement ou de soutenir une éventuelle attaque française. De son côté, Galliciano tenta de justifier ses actes, niant avoir

19. Archivo General de Simancas (AGS), Estado (E), leg. 3333, doc. 1-8.

jamais mal parlé du roi d'Espagne ou agi contre ses intérêts et en faveur de ceux du roi de France. Il défendit la construction de la forteresse dans ses fiefs par la nécessité de combattre l'action de bandits qui tourmentaient la région et qui n'étaient donc pas du tout sous ses ordres. Gallicano lui-même dit qu'il regrettait de ne pas avoir pu prouver sa loyauté au roi d'Espagne sur le champ de bataille pendant la révolte et qu'il avait été injustement emprisonné à cause de soupçons infondés du comte d'Oñate, son ennemi personnel depuis que l'Espagnol était ambassadeur à Rome²⁰. Si Oñate essuya une défaite substantielle dans l'affaire Gallicano, puisque Colonna ne quitta jamais Rome et y mourut libre en 1661, il eut plus de succès dans sa lutte contre deux autres grands aristocrates.

Giangirolamo Acquaviva, comte de Conversano : un baron violent, proche de la France

Nous avons vu comment la conduite de Giangirolamo Acquaviva, comte de Conversano, avait attiré l'attention de plus d'un vice-roi, bien avant l'arrivée d'Oñate à Naples. Protagoniste de nombreuses sessions parlementaires agitées et de divers épisodes d'insubordination au pouvoir espagnol, Conversano s'était heurté en particulier au vice-roi Medina de las Torres, et avait décidé d'aller en personne à Madrid pour se défendre devant le souverain. Malgré la gravité des accusations portées contre lui par ses propres vassaux et relatives à divers cas de meurtre et de violence, Conversano réussit à sortir de l'affaire complètement innocenté, grâce à son habileté et à celle de ses agents à la cour, mais aussi en vertu des liens qu'il avait pu tisser au cours des années précédentes avec de puissants personnages à Madrid, opposés à Medina, tel le comte de Monterrey, qui fut vice-roi de Naples juste avant lui²¹. Conversano se trouvait dans la capitale lorsque les émeutes éclatèrent, et les chroniques mentionnent souvent son nom parmi ceux qui aidèrent le vice-roi d'Arcos à échapper à la fureur populaire. De retour dans ses fiefs, Acquaviva rassembla à ses frais une armée considérable et, avec le soutien de ses fils, joua un rôle clé contre les rebelles dans la guerre sanglante qui se déroula dans les provinces. Néanmoins, l'opinion initialement positive d'Oñate sur ce personnage se dégrada au fil des mois. Après avoir abandonné l'armée des barons en janvier 1648, Conversano se consacra à la répression sanglante des soulèvements qui éclatèrent dans ses fiefs des Pouilles, au cours desquels moururent non seulement des gens du peuple mais aussi des membres de la noblesse et du clergé local. Outre la férocité, proche de la cruauté, dont Conversano fit preuve lors de ces événements, ce fut surtout le comportement d'un aristocrate intolérant à toute autorité supérieure à la sienne et dont les liens, dès avant la révolte, avec la France et la noblesse napolitaine pro-française étaient notoires, qui éveillèrent

20. AGS, E, leg. 3333, doc. 9-17, 23-24, 117-123, 126-129, 143-147, 160, 163, 174-184, 186, 195-198, 201-202.

21. Angelantonio Spagnoletti et Giuseppe Patisso (dir.), *Giangirolamo II Acquaviva. Un barone meridionale nella crisi del Seicento (dai memoriali di Paulo Antonio de Tarsia 1619-1665)*, Conversano, Congedo, 1999.

les soupçons. On ne peut considérer comme une coïncidence le fait que Guise et Mazarin l'aient désigné comme l'un des nobles dont le soutien aurait pu être décisif pour l'éventuelle intervention militaire française dans le Mezzogiorno. Acquaviva était également reconnu pour ses capacités politiques et militaires qui le rendaient beaucoup plus craint et dangereux que de nombreux autres barons²².

C'est précisément en raison de ses talents et afin de l'éloigner de Naples qu'Oñate commença à proposer à Madrid, à partir d'octobre 1648, de tenir compte de Conversano pour une série de missions politiques et militaires au service du roi. Le soupçon que ses actions pendant la révolte n'étaient pas dictées par une loyauté sincère envers l'Espagne, mais seulement par un calcul opportuniste, apparut progressivement dans la correspondance d'Oñate avec la cour. Le vice-roi alla jusqu'à proposer un poste diplomatique prestigieux pour Conversano : l'ambassade de Vienne. L'opportunité d'écarter du royaume ce personnage gênant était par ailleurs accrue par les forts litiges qui opposaient le comte à d'autres grands aristocrates du royaume de Naples ayant des fiefs dans les Pouilles, comme le duc d'Andria, le prince de Roccella et le duc de Martina. C'est précisément un duel entre deux de ses fils et le duc d'Andria, motivé par des conflits frontaliers et des raisons tant économiques que personnelles, qui conduisit à l'arrestation de Conversano. Ce ne fut ni la première ni la dernière fois. Libéré de sa captivité l'année suivante, en 1650, Acquaviva mit ses compétences militaires au service de la reconquête des Présides de Toscane, sous les ordres directs d'Oñate. Bien qu'il se soit distingué lors du siège et de la prise de Piombino et de l'île d'Elbe, la guerre marqua la rupture définitive entre les deux hommes, Acquaviva préférant ne pas participer au triomphe du vice-roi et rentrer dans ses fiefs. Après de longues tentatives pour l'écarter du royaume et l'occuper à d'autres tâches, Oñate décida finalement d'attaquer Conversano de front, ce qui lui valut d'être à nouveau arrêté en 1651. Outre l'énième épisode de violence qu'il avait fomenté, on lui reprochait également sa conduite dans la répression des soulèvements de Nardò et de Terra d'Otranto, et plus encore le pouvoir excessif qu'il exerçait dans ces terres, au point de passer outre l'autorité des fonctionnaires royaux et de diriger un vaste réseau de contrebande. À ces éléments s'ajoutèrent également les soupçons fondés que les Espagnols avaient toujours nourris à l'égard de sa loyauté et de sa proximité avec la France. Dans sa défense, Conversano rappela les grands sacrifices qu'il avait faits pour prouver sa loyauté au roi d'Espagne, sacrifices non seulement économiques mais surtout personnels, avec la perte de l'un de ses fils, tué pendant la révolte²³. Sûr de sa position, au point de demander la Grandesse pour sa lignée, soit la plus haute distinction de la monarchie espagnole, Conversano retourna en Espagne, convaincu de pouvoir prouver, une fois encore, son innocence à la Cour. Mais les choses se passèrent différemment : le comte se vit longtemps refuser une audience avec le roi et le procès contre lui fut délibérément prolongé, sans jamais aboutir

22. Elena Fasano Guarini, *Acquaviva d'Aragona...*, *op. cit.* ; Giulio Sodano, « Le aristocrazie napoletane », dans Giovanni Brancaccio et Aurelio Musi (dir.), *Il Regno di Napoli nell'età di Filippo IV (1621-1665)*, Milan, Guerini e Associati, 2014, p. 131-176, p. 163-166.

23. AGS, E, leg. 3333, doc. 18-22, 124-125, 151, 185, 187.

à une véritable sentence. Obtenant finalement le pardon de Philippe IV après de nombreuses années d'exil, Conversano fut autorisé à retourner sur ses terres, mais mourut à Barcelone, pendant le voyage de retour, en 1665²⁴.

Diomede Carafa, duc de Maddaloni : le symbole du noble infidèle

Peut-être plus encore que le comte de Conversano, c'est Diomede Carafa, duc de Maddaloni, qui est le véritable symbole de l'aristocrate indiscipliné et infidèle qu'Oñate tenta de frapper par tous les moyens. Après la mort de son frère Giuseppe, le 10 juillet 1647, le duc fut la cible de divers épisodes de colère populaire. Son palais napolitain fut mis à sac et certains de ses anciens serviteurs furent tués. Masaniello lui-même montra plus d'une fois à quel point Maddaloni était détesté mais aussi craint par la plèbe napolitaine qui, consciente du pouvoir du duc et influencée par sa renommée de baron impitoyable et vengeur, envisageait avec une grande crainte la possibilité de son retour à Naples, peut-être à la tête d'une nouvelle armée de bandits. Maddaloni fut l'un des membres les plus enthousiastes et les plus assidus de l'armée des barons, à laquelle il contribua avec un nombre élevé de cavaliers mais, après la retraite d'Aversa et la désintégration conséquente de l'armée, sa trace se perdit. Certaines sources font état de discussions secrètes que Maddaloni eut avec le duc de Guise, afin de négocier son passage dans les rangs des rebelles mais, en même temps, le duc demeura également en contact avec les principaux représentants du pouvoir espagnol, afin de garder toutes les portes ouvertes, dans une situation très incertaine. Le fait d'être le noble le plus détesté par la plèbe napolitaine n'effaçait pas le fait que Maddaloni avait toujours été très critique envers le pouvoir espagnol, qu'il avait été le protagoniste de nombreux épisodes d'insubordination avant la révolte et que, dans les toutes premières heures du soulèvement, la présence de nombreux bandits liés à lui laissait penser à son implication initiale dans celui-ci. D'autre part, le traitement réservé au cadavre horriblement mutilé de son frère Giuseppe, pendu par le pied comme on le faisait habituellement avec les traîtres, conduisit les historiens à s'interroger sur le rôle joué par les Carafa di Maddaloni dans les premières heures de la révolte²⁵.

En ce qui concerne Maddaloni, Oñate se comporta d'une manière similaire à celle dont il avait usé pour limiter l'action de Conversano. Accusé, lui aussi, d'exercer une domination despotique dans ses fiefs et d'utiliser une véritable armée de bandits au service de ses propres intérêts, Maddaloni réussit d'abord à échapper aux soldats envoyés dans ses terres par le vice-roi pour l'arrêter²⁶. Ensuite, après avoir conclu un accord grâce à la médiation décisive du puissant cardinal Egidio

24. Angelantonio Spagnoletti et Giuseppe Patisso (dir.), *Giangirolamo II Acquaviva...*, *op. cit.*; Aurora Martino, *Giovan Girolamo II Acquaviva d'Aragona...*, *op. cit.*, p. 199-267.

25. Francesco Benigno, *Specchi della rivoluzione...*, *op. cit.*, p. 256-262; Giuseppe Mrozek Eliszczynski, *Ascanio Filomarino...*, *op. cit.*, p. 132-136.

26. S'il parvint à éviter l'arrestation, Maddaloni vit tous ses biens saisis. Sa femme et ses enfants furent contraints de se rendre à Naples pour y être détenus. En outre, une compagnie de soldats fut logée, aux frais du duc, dans ses fiefs.

Albornoz, Maddaloni fut proposé par Oñate pour le poste d'ambassadeur d'Espagne en Pologne, dans le but de l'écarter du royaume. Dans les nombreux mémoires et documents envoyés à Madrid, dont une lettre en italien adressée au favori de Philippe IV, don Luis de Haro, Maddaloni ne manqua jamais de souligner combien il s'était dépensé sur les champs de bataille pour rétablir l'ordre dans le royaume et prouver sa loyauté au roi²⁷. Comme Gallicano, il nia avoir sous son commandement la redoutable armée de bandits dont parlait le vice-roi. Le coût financier élevé de l'enrôlement et de l'entretien des troupes n'était rien, comme le duc l'a souligné à plusieurs reprises, comparé à l'incalculable perte humaine et personnelle que représentait la mort atroce de son frère Giuseppe. Pour sa part, Oñate souligna que le comportement de Maddaloni avait été plus que suspect non seulement avant, mais aussi pendant le soulèvement avec, par exemple, son implication dans la conspiration du Père Paolucci²⁸, ou, plus encore, le fait qu'il fit en sorte que l'on perde ses traces de janvier 1648 à avril, restant en correspondance avec les Espagnols, mais aussi avec les Français. Le vice-roi insista surtout sur sa préoccupation principale, qui faisait que le cas de Maddaloni rejoignait ceux de Filomarino, Gallicano et Conversano : il ne s'agissait pas seulement de punir le duc pour ce qu'il avait fait, mais aussi de prévenir ce qu'il pourrait faire, c'est-à-dire déclencher une nouvelle révolte dans le royaume²⁹.

Oñate ne resta pas assez longtemps à Naples pour voir la fin du pouvoir de Maddaloni, qui vécut des années très perturbées, constamment sous la surveillance des autorités espagnoles. Il fut arrêté à plusieurs reprises pour diverses accusations, principalement liées au gouvernement de ses fiefs et à une série de crimes commis sur ses ordres, allant de la contrebande à certains meurtres. Si les accusations de déloyauté envers le roi et de proximité avec la monarchie française ne furent jamais prouvées, ce furent finalement les accusations liées au gouvernement de ses fiefs qui donnèrent à Madrid un prétexte pour le déraciner du royaume et l'emmenner en Espagne. Comme ce fut le cas pour Conversano, Maddaloni fut arrêté sur ordre du vice-roi, le comte de Castrillo, successeur d'Oñate, début avril 1658, et envoyé en Espagne, d'où il ne revint jamais. Confiné à Pampelune, il mourut finalement à Madrid le 5 octobre 1660³⁰.

La fin d'une longue querelle

Les cinq années qui suivirent la fin de la révolte de 1647-1648 sont donc caractérisées par cette longue bataille, politique avant d'être juridique, entre le vice-roi Oñate et un groupe de nobles qu'il considérait comme infidèles au roi d'Espagne,

27. AGS, E, leg. 3333, doc. 28, 8 juin 1649. Conversano écrivit une lettre adressée directement au favori de Philippe IV : AGS, E, leg. 3333, doc. 125, 14 mai 1651.

28. Le père théatin Andrea Paolucci avait planifié une conspiration pro-française dans laquelle plusieurs nobles étaient également impliqués, dont, selon certaines rumeurs, le prince de Gallicano, le marquis de Vasto, le comte de Conversano et le duc de Maddaloni. Son plan, cependant, fut facilement et rapidement déjoué et Paolucci fut décapité devant Castelnuovo le 9 août 1647.

29. AGS, E, leg. 3333, doc. 27-35, 48-49, 126-129, 188-190, 192.

30. Carla Russo, « Carafa, Diomede », dans *Dizionario Biografico degli Italiani*, vol. 19, 1976, p. 533-535.

proches de l'ennemi français et prêts à déclencher une nouvelle révolte si l'occasion se présentait. Pour parvenir à faire arrêter ces personnes ou du moins à les éloigner du royaume, Oñate rédigea de nombreux mémoires et lettres, dans lesquels il expliquait à Philippe IV et à ses ministres, mais aussi au pape et à la Curie romaine, à quel point il fallait se méfier de personnes qui continuaient à entretenir des relations secrètes avec la monarchie française, qui faisaient construire des forteresses aux frontières du royaume de Naples et qui avaient sous leurs ordres un nombre inconnu de bandits³¹. La proposition de nomination de Maddaloni pour l'ambassade de Pologne et de Conversano pour l'ambassade d'Allemagne était toutefois une solution inacceptable pour Oñate, car elle donnait de prestigieuses nominations à des personnes auxquelles le roi ne pouvait pas se fier, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du royaume de Naples. Face à cette attitude presque obsessionnelle du vice-roi, Madrid réagit par une attitude prudente, visant, d'une part, à ne pas détériorer les relations avec la papauté, dans les cas de Filomarino et Gallicano et, d'autre part, à ne pas exacerber, avec l'arrestation d'illustres individus, une situation déjà très tendue comme celle vécue dans le royaume de Naples après la fin de la révolte de Masaniello. Dans certains cas, les conseils de Madrid faisaient remarquer que les accusations d'Oñate n'étaient souvent étayées que de soupçons et d'hypothèses, sans la moindre preuve. Il y avait ceux qui, comme le duc de Medina de las Torres, ancien vice-roi de Naples, politiquement lié à Oñate, s'étaient déjà heurtés par le passé au comte de Conversano et avaient douté de sa loyauté envers le roi³². Un rôle important dans les débats de ces années-là fut également joué par les cardinaux espagnols à Rome, qui étaient souvent appelés à servir de médiateurs entre la Curie, le vice-roi et les nobles mis en accusation. Le duc de l'Infantado, dans deux lettres datées du 25 novembre 1650 et du 20 janvier 1651, écrivit qu'Oñate, son prédécesseur au poste d'ambassadeur d'Espagne à Rome, était prêt à toucher de l'argent pour lui (20 000 ducats) et son confesseur (2 000 ducats) en échange d'un arrangement avec Gallicano, demandant également des lettres de recommandation de son neveu, le cardinal Pamphili et du cardinal Panciroli³³.

De leur côté, les accusés répondirent toujours en réaffirmant leur loyauté envers l'Espagne, en rappelant les coûts économiques et les pertes personnelles subis pendant la révolte et en se plaignant d'une aversion du vice-roi à leur égard qui allait au-delà des faits objectifs et qui était personnelle, pleine de préjugés et irrationnelle. Filomarino, Gallicano, Conversano et Maddaloni voyaient tous leur pouvoir considérablement diminué. Si Conversano et Maddaloni finirent leur vie en Espagne après un long exil, Gallicano ne réussit pas non plus à retourner

31. Surtout en ce qui concernait Maddaloni, le vice-roi rapportait souvent des chiffres peu vraisemblables : dans deux lettres datées du 17 septembre 1649, il parla d'abord de sept cents, puis de pas moins de mille cinq cents bandits sous les ordres de Carafa, prêts à arriver jusqu'aux portes de Naples : AGS, E, leg. 3333, docs. 32-33.

32. AGS, E, leg. 3333, doc. 19, consulte du Conseil d'État, 17 janvier 1649.

33. AGS, E, leg. 3333, doc. 117, *consulta* du *Consejo de Estado* du 13 mars 1651. Les ministres de Madrid décidèrent de ne pas donner trop de poids aux accusations d'Infantado qui entretenait notoirement de mauvais rapports avec Oñate.

dans le royaume de Naples, tandis que le cardinal Filomarino perdit l'autorité et l'influence dont il avait joui jusqu'en 1648.

Conclusion

Un cas encore différent, qui offre une conclusion idéale au parcours tracé dans ces pages, est celui d'Andrea D'Avalos, prince de Montesarchio. Le jeune aristocrate se distingua pendant la révolte par sa loyauté envers la couronne espagnole, ne cédant pas aux menaces de représailles des rebelles contre ses sœurs, religieuses dans un couvent napolitain. Bien qu'il tombât malade à plusieurs reprises, Montesarchio fut le protagoniste d'opérations militaires remarquables pendant la révolte, en particulier dans les provinces. Toutes les sources rappellent, par exemple, qu'il coupa l'eau des moulins situés en dehors de la capitale, afin de forcer les rebelles à se rendre. Mais il fut également arrêté avec Gregorio Carafa, prieur de la Roccella, sur ordre d'Oñate. Avait-il aussi été coupable de déloyauté envers le roi ? Avait-il lui aussi des contacts secrets avec les Français ? Montesarchio représentait en fait cette partie de la noblesse napolitaine qui se sentait trahie par l'attitude d'Oñate, peu enclin à reconnaître ses services et à la récompenser comme elle pensait le mériter. Les sources en notre possession ne nous permettent pas d'établir si Montesarchio était effectivement à la tête d'une conspiration visant à renverser Oñate et à remettre les royaumes de Naples et de Sicile à don Juan, le fils naturel de Philippe IV auquel de nombreux aristocrates napolitains s'étaient attachés lors de son séjour à Naples³⁴. Il n'en reste pas moins qu'Oñate ne fournit aucune explication, pendant longtemps, sur les raisons de l'arrestation du prince, et ce n'est qu'en mai 1651 qu'il l'envoya finalement en Espagne pour y être jugé. En octobre de l'année suivante, on le disculpa des accusations portées, mais il lui fut ordonné de ne pas retourner à Naples tant qu'Oñate y était. Ayant retrouvé don Juan, D'Avalos fut le protagoniste d'une brillante et très longue carrière militaire, passée principalement à la tête de la flotte espagnole sur différents théâtres de guerre, entre l'Europe et le Nouveau Monde. Le parcours personnel de Montesarchio, encore actif à près de quatre-vingt-dix ans dans la répression de la conspiration de Macchia en 1701³⁵, peut être considéré comme exemplaire de la noblesse du royaume de Naples, divisée intérieurement mais néanmoins plus forte que l'action répressive des vice-rois, déterminée à ne pas se rendre et à continuer à réclamer son espace et son pouvoir dans la compétition politique au sein du royaume de Naples.

L'action de répression menée par le vice-roi Oñate après la fin de la révolte de 1647-1648 eut un impact fort sur les élites napolitaines et, en particulier, sur l'aristocratie. À côté d'un nombre restreint de familles et d'individus qui surent bien s'adapter à la nouvelle situation, la majeure partie de la noblesse démontra

34. Michelangelo Schipa, « La congiura del principe di Montesarchio », *Archivio Storico per le Province Napoletane*, n° 43, 1918, p. 271-296 ; n° 44, 1919, p. 191-226 ; n° 45, 1920, p. 251-279.

35. Maria Sirago, « Andrea d'Avalos, principe di Montesarchio, Generale 'dell'Armata del Mar Oceano' (1613-1709) », *Archivio Storico per le Province Napoletane*, n° 125, 2007, p. 173-209.

une grande insatisfaction envers l'action du vice-roi qui fut la cause principale de son transfert anticipé en 1653. Ce qui arriva durant les années d'Oñate, en particulier pour les cas analysés ci-dessus, ne peut toutefois être bien compris sans faire référence à ce qui se passa durant la révolte et surtout au cours des années qui précédèrent. Les accusations, les suspicions et les rumeurs au sujet de la fidélité de ces personnages, de leur intolérance à reconnaître l'autorité du vice-roi et de leurs sympathies envers la monarchie française, ne furent pas effacées par la révolte mais au contraire resurgirent avec une force majeure à partir du 6 avril 1648. Le débat sur les responsabilités de la révolte, indissociablement lié aux événements des années qui la précédèrent, continua à dominer la scène publique et la politique napolitaine pendant au moins une décennie. Même la grande épidémie de peste de 1656-1658 ne suffit pas à faire oublier au pouvoir espagnol les fautes et les erreurs de certains de ses sujets les plus puissants et les plus dangereux.

Traduit de l'italien par Albane Cogné